

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS DE MARTIGUES

Date de Publication : 29/04/2021

N° : 2021/207

Les Délibérations
Conseil du 8 Avril 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-
PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de
Martigues

SEANCE DU 8 AVRIL 2021

L'an **deux mille vingt et un**, le **8** du mois d'**Avril** à 17 Heures le Conseil de Territoire, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances.

Etaient présents :

M. Laurent **BELSOLA**, Mme Linda **BOUCHICA**, M. Gaby **CHARROUX**, M. Gérard **FRAU**,
M. Vincent **GOYET**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales
M. Florian **SALAZAR-MARTIN** a été désigné **secrétaire de séance**

1. N°2021-003-Attribution d'une subvention spécifique à l'Association Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques (GREC) au titre de l'exercice 2021

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans l'objectif de favoriser la diversification et le renforcement du tissu économique du Pays de Martigues et ainsi, de contribuer activement à la création d'emplois, notre Territoire s'est engagé dans le soutien au développement de la filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et de la web création. Le développement de cette filière sur le Pays de Martigues s'inscrit dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), ainsi que dans l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'échelle du Pays de Martigues, la filière s'appuie sur des outils structurants, avec un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias). Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

Pour soutenir le déploiement de la filière, le Pays de Martigues qui accueille près de 130 tournages par an, a mis en place des outils dédiés : la Mission cinéma et audiovisuel afin d'accueillir, informer et aider les porteurs de projets, la plateforme cinéma et audiovisuel, pour mobiliser et fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, leur permettant ainsi de participer à son développement.

Compte tenu de la politique d'actions menées en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel qu'il met en place en direction des professionnels et de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Le Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques (Le GREC), association loi 1901, a été créé en 1969. Soutenu par Le CNC depuis 50 ans, le Grec accompagne les premiers films de l'écriture à la diffusion en s'adaptant aux différentes pratiques et en veillant à leur caractère singulier et innovant (1 200 films soutenus et une vingtaine de films produits par an).

Il organise depuis plus de 20 ans, des formations - ateliers/résidences d'écriture de scénarios sans restriction de genre (fiction, documentaire, films d'essais, d'animation...), avec des intervenants

professionnels : scénaristes, réalisateurs, chefs opérateur, critiques de cinéma, producteurs... aidant ainsi à la découverte et l'émergence de jeunes réalisateurs.

Depuis 5 ans, le GREC programme des ateliers/résidences à Martigues, qui permettent à 12 participants sélectionnés de travailler sur leur projet de court-métrage, de le réécrire et le faire aboutir de façon à ce que leur film soit ensuite produit.

En 2021, la formation - atelier/résidence aura lieu, durant 2 semaines, du 14 au 28 avril 2021, grâce aux partenariats poursuivis avec le CNC, la ville de Martigues – La Cinémathèque Prosper Gnidzaz (séances d'analyse de films et masterclass du directeur de la photographie), le cinéma Jean Renoir (plusieurs projections en présence du public - échanges avec les spectateurs) et la Mission Cinéma et Audiovisuel du Pays de Martigues (accompagnement du projet).

Les formations - ateliers/résidences constituent un premier ancrage territorial des auteurs. Lieux de transmission, d'approfondissement des compétences/savoir-faire en matière d'analyse, d'écriture, de dramaturgie, de mise en scène, ce sont des outils nécessaires au développement de la filière. Ils favorisent les rencontres, la mise en réseau des professionnels et l'insertion dans la vie professionnelle et font partie de la chaîne de valeur. L'organisation d'ateliers/résidences renforce l'attractivité du territoire - Terre de tournages et de création et, participe à la valorisation de la filière et des professionnels auprès de la population.

L'association souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence pour la seconde fois l'attribution d'une subvention spécifique d'un montant de 2 500 € au titre de l'exercice 2021.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin 2022, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par le Conseil de Territoire de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire avec

l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo du Conseil de Territoire en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique à l'Association Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques d'un montant de 2 500 € au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370-Nature 65748-Fonction 62.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes les dispositions et à signer

tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

2. N°2021-004-Attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique à l'association « Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues » au titre de l'exercice 2021

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de lutte contre les discriminations qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association « Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues » (MJC) mène des activités généralistes de culture et d'animation auprès d'un large public. Afin d'agir contre les discriminations liées au handicap, la MJC s'est engagée dans deux projets pour faciliter l'inclusion des personnes handicapées: l'un pour les enfants autistes présentant des troubles de la relation, « l'atelier minuscules », l'autre sur la langue des signes, « Traduction LSF – Langue de Signe Française ».

Le premier projet vise à l'intégration d'un public fragile avec l'atelier « minuscules » en direction d'enfants de 6 à 9 ans présentant des troubles de la relation. Il propose un espace de rencontre et de partage autour de la danse afin de développer les capacités de communication non-verbales pour des enfants autistes, ainsi qu'un moment de répit et de lien pour les familles. La MJC souhaite développer un deuxième atelier pour enfants polyhandicapés.

La seconde action porte sur l'inclusion des personnes déficientes auditives à l'activité annuelle de la MJC par l'animation d'un groupe d'usagers sourds et malentendants : « Traduction LSF ». Il s'agit de soutenir les projets de ce groupe qui consistent en des actions de sensibilisation, de formation et de traduction en langue des signes notamment lors d'événements organisés par la MJC, y compris les Conseils d'Administration et Assemblées Générales. Le personnel salarié de la MJC se forme chaque semaine à la langue des signes.

L'association souhaite poursuivre ses actions et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N° 2021_00501 et N° 2021_00713.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues une subvention d'un montant de 4 000 €, réparti comme suit :

- 2 000 € sur l'action « l'atelier minuscules »
- 2 000 € sur l'action « Traduction LSF »

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier de chaque action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par le Conseil de Territoire de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo du Conseil de Territoire en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique à l'association MJC d'un montant de 4 000 € au titre de l'exercice 2021, réparti comme suit :

- 2 000 € sur l'action « l'atelier minuscules »
- 2 000 € sur l'action « MJC signe »

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique E210, nature 65748 Fonction 52.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes les dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

3. N°2021-005-Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'association « Volonté Initiative Engagement (VIE) au Féminin » au titre de l'exercice 2021.

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

- Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :
- Compte tenu de la politique d'actions en matière de prévention et lutte contre les discriminations qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Volonté Initiative Engagement (VIE) au Féminin a été créée à Port-de-Bouc en 2001 afin de développer la citoyenneté des femmes et d'agir pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Par la tenue de permanences, l'organisation d'expositions, de ciné-débats, de moments conviviaux et de temps forts autour des journées mondiales du 8 mars et du 25 novembre, l'association sensibilise, informe et agit pour les droits des femmes et contre les violences qui leur sont faites.

L'association souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N°2021_00736.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association VIE au Féminin une subvention d'un montant de 2 000 €.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par le Conseil de Territoire de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo du Conseil de Territoire en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à l'association VIE au Féminin d'un montant de 2 000€ au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique E210, nature 65748 - Fonction 52.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes les dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

4. N°2021-006-Attribution d'une subvention à l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues (A.A.C.S.) dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2021

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 et prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;

- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

De plus, la convention cadre signée en 2015 relative à l'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B.) a été également prorogée et permet d'articuler un programme d'actions avec les démarches de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (G.U.S.P.) portées par les collectivités.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville et de son avenant. Ils doivent promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2021 du Contrat de Ville, l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Ainsi, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues pour un montant global de 50 300 euros au titre de l'exercice 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La délibération n° 2015-006 du 29 janvier 2015 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues autorisant son président à signer le contrat cadre du contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 016-6664/19 du 26 septembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant les avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés

aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;

- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 9 mars 2021 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2021 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention à l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues pour un montant global de 50 300 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2021.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille Provence État Spécial du Territoire du Pays de Martigues/Sous-politique E110, Nature 65748, Fonction 52, Chapitre 65.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

5. N°2021-007-Attribution d'une subvention à l'Association Point Formation dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2021

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole,

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 et prorogé par un

protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

De plus, la convention cadre signée en 2015 relative à l'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B.) a été également prorogée et permet d'articuler un programme d'actions avec les démarches de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (G.U.S.P.) portées par les collectivités.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville et de son avenant. Ils doivent promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2021 du Contrat de Ville, l'Association Point Formation nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Ainsi, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association Point Formation pour un montant global de 38 600 euros au titre de l'exercice 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La délibération n° 2015-006 du 29 janvier 2015 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues autorisant son président à signer le contrat cadre du contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération DEVT 016-6664/19 du 26 septembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant les avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 9 mars 2021 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2021 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention à l'Association Point Formation pour un montant global de 38 600 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2021.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille Provence État Spécial du Territoire du Pays de Martigues/Sous-politique E110, Nature 65748, Fonction 52, Chapitre 65.

Article 4

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

6. N°2021-008-Attribution de subvention à divers porteurs de projets dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2021

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 et prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

De plus, la convention cadre signée en 2015 relative à l'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B.) a été également prorogée et permet d'articuler un programme d'actions avec les démarches de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (G.U.S.P.) portées par les collectivités.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville et de son avenant. Ils doivent promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2021 du Contrat de Ville, différents porteurs de projets nous proposent d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Ainsi, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions pour un montant global de 183 650 euros au titre de l'exercice 2021.

Pour mémoire, 19 actions ont fait l'objet en 2020 de conventions pluriannuelles d'objectifs pour un montant de 178 450 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La délibération n° 2015-006 du 29 janvier 2015 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues autorisant son président à signer le contrat cadre du contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 016-6664/19 du 26 septembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant les avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Les délibérations du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019 approuvant les 19 conventions pluriannuelles d'objectifs ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 9 mars 2021 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2021 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention globale de 183 650 euros répartis aux porteurs d'actions listés dans le tableau annexé à la présente délibération au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille Provence État Spécial du Territoire du Pays de Martigues/Sous-politique E110, Nature 65748-657341-657382, Fonction 52, Chapitre 65.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

7. N°2021-009-Attribution de subvention au bénéfice des porteurs de projets bénéficiant d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2021

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 et prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

De plus, la convention cadre signée en 2015 relative à l'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B.) a été également prorogée et permet d'articuler un programme d'actions avec les démarches de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (G.U.S.P.) portées par les collectivités.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville et de son avenant. Ils doivent promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

S'inscrivant dans le cadre de la circulaire du 18 janvier 2018 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations, la pluriannualisation des financements du Contrat de Ville pour la période 2020-2021-2022 est issue des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville.

Elle permet de clarifier et de sécuriser le cadre juridique des relations financières entre la Métropole et les associations et de simplifier les démarches effectuées par les associations.

Elle répond à une volonté forte de la gouvernance de :

- pouvoir inscrire les projets dans la durée ;
- faire évoluer les projets dans le temps et mener de véritables évaluations.

Elle contribuera à la stabilisation et la sécurisation des projets structurants des territoires.

Pour mémoire, 19 actions ont fait l'objet en 2020 de conventions pluriannuelles d'objectifs pour un montant de 178 450 euros.

A la suite de l'appel à projets 2021 du Contrat de Ville, 18 de ces actions sont renouvelées et poursuivent la réalisation de leurs objectifs.

Ainsi, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions pour un montant global de 168 450 euros au titre de l'exercice 2021 conformément au tableau annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La délibération n° 2015-006 du 29 janvier 2015 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues autorisant son président à signer le contrat cadre du contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 016-6664/19 du 26 septembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant les avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Les délibérations n°2019-055, n°2019-056, n°2019-057, n°2019-058, n°2019-059, n°2019-060, n°2019-061, n°2019-062, n°2019-063, n°2019-064, n°2019-065, n°2019-066, n°2019-067, n°2019-068, n°2019-070, n°2019-071, n°2019-072, n°2019-073 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019 approuvant les 18 conventions pluriannuelles d'objectifs ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 9 mars 2021 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2021 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention globale de 168 450 euros répartis aux porteurs d'actions

listés dans le tableau annexé à la présente délibération au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille Provence État Spécial du Territoire du Pays de Martigues/Sous-politique E110, Nature 65748-657341-657382, Fonction 52, Chapitre 65.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTE A L'UNANIMITE

8. N°2021-010-Convention de partenariat entre le Pays de Martigues et l'Académie Aix-Marseille relative à la mise en place d'actions artistiques et culturelles sur le site archéologique de Saint Blaise

Rapporteur : M. Vincent GOYET

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une offre d'actions pédagogiques gratuites a été mise en place sur le site archéologique de Saint Blaise à destination du public scolaire sur le thème de l'archéologie, en lien avec les programmes scolaires de l'école primaire au lycée. Le Pays de Martigues propose aux élèves un accès concret à l'archéologie en donnant les clés de compréhension d'un site en milieu naturel mais aussi grâce à une approche pratique du terrain.

Le Pays de Martigues en partenariat avec l'académie Aix-Marseille organise sur le site archéologique de Saint-Blaise des journées d'échanges et de rencontres avec les élèves, notamment au mois de mai « l'Agora des Savoirs », et accueille tout au long de l'année des classes de différents niveaux.

Ainsi, le Pays de Martigues et l'Académie Aix-Marseille, propose une convention cadre pour les années 2021 à 2024 qui s'inscrit dans la suite des actions conduites entre les parties depuis plusieurs années pour poursuivre et développer des actions conjointes destinées aux élèves de l'Académie de l'école primaire au lycée en particulier en matière de :

- Accueil de 30 à 35 classes par an
- Formation des enseignants pour les accompagner dans la construction de projets archéologiques
- Co-construction de projet pédagogique centré sur le site de Saint Blaise
- Diffusion de l'offre pédagogique aux écoles, collèges et lycées de l'académie

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'une des missions du site archéologique de Saint Blaise est l'accueil des scolaires,
- Que le site accueille depuis de nombreuses années des classes de différents niveaux,
- Qu'il s'agit aujourd'hui de formaliser un véritable partenariat avec l'académie Aix-Marseille pour consolider et développer cette offre artistique et culturelle,
- Que l'aménagement et la mise en valeur du site facilitera l'accueil du public scolaire,

Délibère :

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la mise en place d'actions artistiques et culturelles entre le Pays de Martigues et l'académie Aix-Marseille sur le site archéologique de Saint Blaise

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Avis sur les rapports présentés sur saisine de la Métropole

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République reprises par l'Article L.5218-7 du Code CGCT, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi, par courrier, le Conseil de Territoire pour avis sur les rapports listés ci-dessous :

Finances, Budget, Patrimoine et administration générale

1. Avis n°2021-019-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte la définition et la mise en œuvre des 21 projets de renouvellement urbain retenus dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Trois projets se situent sur le territoire du Pays de Martigues.

Pour répondre aux difficultés de ces quartiers et structurer une stratégie locale de développement, la Métropole, à travers le Territoire du Pays de Martigues, s'est engagée dans la définition de trois projets de renouvellement urbain.

Plus d'une dizaine de partenaires travaillent ainsi de concert avec les communes de Port-de-Bouc et de Martigues pour la détermination d'un projet stratégique d'ensemble, décliné dans une convention opérationnelle pour appuyer la transformation et le redéveloppement de leur territoire.

Les études du protocole de préfiguration ont été menées permettant de dessiner des potentiels pour ces quartiers et ont permis d'aboutir à :

- La présentation d'un projet pour la Ville de Martigues en Comité de Suivi Régional en janvier 2020 ;

- La présentation des projets pour la Ville de Port-de-Bouc en Comité National d'Engagement en février 2020 avec un avis favorable sous conditions, notamment de préciser la mise en œuvre opérationnelle des projets.

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage menée au cours du deuxième semestre 2020 par le cabinet Egis Conseil a permis de :

- Consolider les éléments nécessaires à la contractualisation et notamment la stabilisation du programme opérationnel et la définition des conditions de mise en œuvre de chacune de ces opérations ;
- Accompagner le porteur de projet et l'ensemble des partenaires, MOA et financeurs, dans l'instruction des choix à réaliser, sur la base des études et réflexions menées.

Ce travail a notamment permis d'établir une maquette financière en lien avec le planning opérationnel des opérations.

Des études complémentaires sont nécessaires pour aboutir à une contractualisation. Il a ainsi été acté la présentation d'un projet de convention d'ici la fin de l'année 2021, intégrant une clause de revoyure.

Afin de mener à bien ces études et de pouvoir lancer d'autres opérations d'ores et déjà validées par l'ANRU, l'opération d'investissement n°

2021610300, Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du Pays de Martigues d'un montant de 6 000 000 € TTC inscrite au budget 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°007-875/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation du programme de renouvellement urbain et autorisant la signature du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme du Pays de Martigues ;
- La délibération n°004-3520/18/BM du 22 mars 2018 portant approbation de l'avenant n°1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement pour un montant total de 6 000 000 € T.T.C afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2021610300 intitulée « Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du Pays de Martigues » pour un montant total de l'opération de 6 000 000 € T.T.C

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget du Territoire du Pays de Martigues 2021 et suivants selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établi comme suit :

CP 2021 : 900 000 € TTC.

CP 2022 : 1 700 000 € TTC.

CP 2023 : 1 600 000 € TTC.

CP 2024 : 1 300 000 € TTC.

CP sur exercices suivants : 500 000 € TTC.

Emet un avis favorable sur la sollicitation des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et les villes de Martigues et Port-de-Bouc ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Stratégie de développement économique, entreprises, commerce, relance)

2. Avis n°2021-020-Attribution d'une subvention à l'Association COSENS - Approbation d'une convention

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de développement économique, d'emploi, de formation et d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend nouer des partenariats avec les acteurs économiques associatifs, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

COSENS est un incubateur d'entreprises créé en 1998 par des entrepreneurs marseillais. Il développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables, organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse COSENS permet aux porteurs de projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.

Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Pour chacun des territoires concernés, l'objectif 2021 est le suivant :

Territoire du Pays d'Aix : 15 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays Salonais : 10 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 10 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays de Martigues : 5 accompagnements en couveuse

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris donc ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise, et dont

l'accompagnement plus ou moins étendu est lié à la teneur de leur projet.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2021 à hauteur de 22.000 €.

Pour les actions menées par COSENS en faveur des créateurs d'entreprises, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 22 000 € représentant 6,02 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 364 901 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 14 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (CT2) ;
- 2 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays Salonais (CT3) ;
- 1 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, (CT4) ;
- 5 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues (CT6).

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2021	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_0043	COSENS	CT2 Pays d'Aix	364 901 €	20 000 €	14 000 €	OUI
2021_0044		CT3 Pays Salonais		2 000 €	2 000 €	
2021_0045		CT4 Pays d'Aubagne et de l'Etoile		10 000 €	1 000 €	
2021_0046		CT 6 Pays de Martigues		10 000 €	5 000 €	
TOTAL					22 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% après la signature de la convention par les deux parties et sur demande du bénéficiaire ;
- le solde de 20% sur production des comptes annuels et sur remise du bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées.

Les associations ont quant à elles, pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2021 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021 :

- Un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier

- Un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'attribuer à l'association COSENS, une subvention de 33 000 € au titre de l'exercice 2021 pour l'action « ESPACE TEST AGRICOLE » par délibération n°2020-CT2-388 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Emet un avis favorable sur l'attribution à l'association COSENS une subvention de 22 000 euros au titre de l'exercice 2021.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 14 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (CT2) ;
- 2 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays Salonais (CT3) ;
- 1 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, (CT4) ;
- 5 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues (CT6).

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- L'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.
- L'État Spécial de Territoire du Pays Salonais en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748.

- L'État Spécial de Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 60.

- L'État Spécial du Territoire de pays de Martigues en section de Fonctionnement, Sous Politique B 370 Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 62.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention d'objectifs à conclure avec l'association COSENS

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Transports, Mobilité durable

3. Avis n°2021-021-Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2021 2022

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants : - Transport routier de personnes non urbain ;

- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ; - Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

75 000 élèves pourront être pris en charge par la Métropole.

Dans la perspective d'harmoniser l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé un règlement des Transports scolaires applicable sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la rentrée scolaire 2021/2022 applicable à tous les scolaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce règlement définira :

- Les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Les conditions de création et d'organisation des services spécialisés assurant la desserte des établissements d'enseignement pour le transport des élèves.

- Les modalités d'inscription aux transports scolaires.

- Le rôle des différents acteurs (Métropole Aix-Marseille-Provence, Transporteurs, Organisateurs Locaux).

Il précisera les règles de discipline et de bonne tenue des élèves, à la montée, à la descente et à

l'intérieur des véhicules affectés aux services de transport scolaire.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver le règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire.

Emet un avis favorable sur l'approbation du Règlement des transports scolaires métropolitain applicable pour l'année 2021-2022.

Il annule et remplace tous les précédents.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 et suivants de la Métropole : Nature 6287 – Sous-Politique C220.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

- 4. Avis n°2021-022-Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Rayettes à Martigues, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Rayettes à Martigues, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la SEMOVIM afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 837,30 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du parc de stationnement Rayettes à Martigues ayant pris effet en 1993 ;
- L'avenant n°2 approuvé par le conseil municipal de la ville de Martigues du 26 juin 2015 ;
- L'avenant n°3 du 18 juillet 2016 ;
- L'avenant n°4 du 15 décembre 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Rayettes à Martigues pendant la période des fêtes de fin d'année 2020 ;
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMOVIM, causant un préjudice financier à ce dernier ;
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités ;
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Emet un avis favorable sur l'approbation du protocole indemnitaire ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMOVIM consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020 sur le parc Rayettes à Martigues.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 837,30 euros TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de l'état spécial du CT6 - chapitre 011 -Nature 6288 - Fonction 518.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

5. Avis n°2021-023-Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Degut à Martigues, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Degut à Martigues, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société SEMOVIM afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 797,10 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du parc de stationnement Degut à Martigues ayant pris effet le 1^{er} janvier 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Degut à Martigues pendant la période des fêtes de fin d'année 2020 ;
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMOVIM, causant un préjudice financier à ce dernier ;
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités ;
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Emet un avis favorable sur l'approbation du protocole indemnitaire ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMOVIM consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020 sur le parc Degut à Martigues.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 797,10 euros TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de l'état spécial du CT6 - chapitre 011 -Nature 6288 - Fonction 518.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement

6. Avis n°2021-024-Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues – Approbation du reclassement des secteurs Laurons et Bonnieu en zone naturelle et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt, et de la suppression des Orientations d'Aménagement et de Programmation n° 6 « les Laurons » et n° 14 « secteur 1 Bonnieu » suite au jugement du Tribunal Administratif de Marseille du 15 octobre 2020

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues révisé a été arrêté par délibération de la commune de Martigues du 30 juin 2017.

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a émis un avis défavorable sur le projet arrêté, sollicitant la suppression des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n° 6 « 1AUc - Les Laurons » et n° 14 « Secteur 1 - UT Bonnieu » nouvellement créées et respectivement classées en zones F3 et F4 de la carte d'aléa feu de forêt (zones constructibles sous prescriptions). L'avis défavorable est motivé par leur caractère indéfendable au regard de l'aléa feux de forêt qualifié « d'exceptionnel ». Cet avis, joint au dossier d'enquête publique, a ainsi été porté à la connaissance du public.

La commune de Martigues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme révisé selon le projet arrêté.

La délibération d'approbation a fait l'objet d'une lettre d'observations du Préfet pour les mêmes motifs qu'évoqué précédemment, ce recours gracieux ayant fait l'objet d'un rejet implicite. Le Préfet des Bouches-du-Rhône a ensuite introduit un déféré préfectoral auprès du Tribunal Administratif de Marseille.

Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille n° 1804870 du 15 octobre 2020 annule partiellement la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Martigues. Cette annulation porte uniquement sur les OAP n° 6 « 1AUc - Les Laurons » classée F3 et n° 14 « Secteur 1 - UT Bonnieu » classée F4 qui devront par conséquent

être reclassées en secteur N « zone naturelle » et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt (inconstructibles).

L'article L153-7 du Code de l'Urbanisme stipule qu'en cas d'annulation partielle par voie juridictionnelle d'un plan local d'urbanisme, l'autorité compétente élabore sans délai les nouvelles dispositions du plan applicables à la partie du territoire communal concernée par l'annulation.

Il convient donc de reclasser sans délai les secteurs du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues concernés par l'annulation partielle en N « zone naturelle » et en zone F1 (inconstructibles) de la carte d'aléa feu de forêt et de supprimer les OAP n° 6 « 1AUc - Les Laurons » et n° 14 « Secteur 1 - UT Bonnieu ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille n° 1804870 du 15 octobre 2020 annulant partiellement la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Martigues, en ce qu'elle porte sur l'OAP n° 6 « Les Laurons » et sur les dispositions de l'OAP n° 14 appliquées au secteur « Bonnieu » ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille n° 1804870 du 15 octobre 2020 annulant partiellement la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Martigues, en ce qu'elle porte sur l'OAP n° 6 « Les Laurons » création d'un secteur 1AUc classé en zone F3 et sur les dispositions de l'OAP n° 14 appliquées au secteur « UT - Bonnieu » classé en zone F4.

Emet un avis favorable sur l'approbation du reclassement des secteurs 1Auc F3 « les Laurons » et UT F4 « Bonnieu » du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en exécution du jugement du Tribunal Administratif de Marseille n° 1804870 du 15 octobre 2020, tel que présenté dans le dossier relatif au reclassement de ces secteurs en zone N et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt.

Emet un avis favorable sur les suppressions des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n° 6 « les Laurons » et n° 14 « Secteur 1 Bonnieu ».

La délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme :

du Pays de Martigues ainsi qu'en Mairie de Martigues ;

• mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier relatif à l'approbation du reclassement des secteurs 1Auc « les Laurons » et UT « Bonnieu » en zone N et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt, et à la suppression des Orientations d'Aménagement n°6 « les Laurons » et n°14 « Secteur 1 Bonnieu » sera tenu à la disposition du public au service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues ainsi qu'au service Urbanisme de la Mairie de Martigues.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Cohésion sociale, habitat, logement

7. Avis n°2021-025-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Aire d'accueil des gens du voyage » du Bargemont à Martigues.

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, la gestion des aires de stationnement des gens du voyage est de compétence métropolitaine. La Métropole est ainsi amenée à réaliser différents travaux de maintenance sur cet équipement (installations sanitaires...). En parallèle, l'association ALOTRA est chargée par la Métropole de la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage, sise quartier Bargemont, ancien chemin de Saint-Pierre à Martigues.

Dans ce cadre, l'association ALOTRA perçoit les redevances fixées par le Conseil de la Métropole, redevance de stationnement, fluides et dépôt de garantie. Selon le règlement d'usage de l'aire d'accueil des gens du voyage, « *les redevances de stationnement et paiement des fluides s'effectuent chaque lundi. En cas de non-paiement, l'occupant se verra appliquer la procédure de recouvrement de dette en collaboration avec le comptable métropolitain* ».

Entre janvier 2018 et septembre 2020, le montant de la dette, redevances de stationnement et paiement des fluides, sur l'aire d'accueil du Bargemont s'élevait à 33 034 €.

Pour pallier, au moins partiellement à cette situation (gestion des fluides), les aires inscrites sur le schéma départemental des aires d'accueil des gens du voyage se dotent d'un système informatisé de prépaiement.

La mise en place du système de prépaiement sur l'aire d'accueil du Bargemont permettrait une gestion beaucoup plus sereine, simplifiée et claire. Ce système permet en effet de garantir une bonne gestion des fluides en évitant les impayés mais aussi en préservant les équipements. A chaque arrivée d'un usager sur l'aire d'accueil, un numéro d'emplacement lui est affecté et il lui est proposé d'acheter un crédit d'eau et d'électricité en fonction du nombre de personnes et de la durée présumée du séjour.

A partir de ce moment, le système comptabilise les consommations de l'utilisateur. Si la consommation d'eau ou d'électricité dépasse le crédit alloué, l'eau et/ou l'électricité sont coupées. Une alarme est produite par le système puis archivée. Un seuil d'alerte est prévu pour indiquer à l'utilisateur du poste central les emplacements qui risquent de subir une coupure, lui laissant ainsi le temps de prévenir l'utilisateur pour qu'il achète un crédit supplémentaire. Les valeurs de seuils sont paramétrables. Le système gère automatiquement le suivi des consommations, le suivi des séjours et le calcul des soldes.

L'opération d'investissement 20206/02200, « Aire d'accueil des gens du voyage », enregistrée dans l'autorisation de programme pour un montant de 300 000 € TTC doit être affectée et inscrite au budget 2021 afin que l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement prenne fin en 2025.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 300 000 € TTC afin de permettre sa réalisation;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020602200 et intitulée « Aire d'accueil des gens du voyage » pour un montant de 300 000 € TTC .

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget du Territoire du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établis comme suit :

CP 2021 : 75 000 euros TTC
 CP 2022 : 75 000 euros TTC
 CP 2023 : 50 000 euros TTC
 CP 2024 : 50 000 euros TTC
 CP 2025 : 50 000 euros TTC

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

8. Avis n°2021-026-Approbation de l'adhésion à un groupement de commandes pour le renouvellement du marché de gestion et d'animation de l'aire d'accueil et de stationnement des gens du voyage du Bargemont entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Martigues

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En 2017, l'association ALOTRA s'était engagée auprès de la Ville de Martigues, pour une durée de quatre ans, à travers le marché n° 2017-S-0039, à assurer la gestion et l'animation d'une part du centre social et d'autre part de l'aire d'accueil des gens du voyage du quartier du Bargemont ancien chemin de Saint-Pierre à Martigues, pour y conduire les actions socio-éducatives.

Depuis le 1er janvier 2018, du fait des dispositions de la loi NOTRE, la gestion des aires de stationnement des gens du voyage est de compétence métropolitaine. La Métropole est ainsi chargée de la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage, sise quartier Bargemont.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est ainsi substituée à la Ville de Martigues dans l'exécution du marché n° 2017-S-0039 de la Ville de Martigues relatif à la gestion et l'animation de l'aire d'accueil des gens du voyage du quartier de Bargemont. L'avenant n°1 au marché a permis de répartir les coûts entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence selon que les missions relèvent respectivement d'une compétence communale ou de la compétence métropolitaine « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

Alors que le marché actuel arrive à échéance au 31 décembre 2021, la Métropole et la Ville de Martigues proposent de constituer un groupement de commandes pour coordonner et mutualiser le renouvellement du marché de gestion et d'animation de l'aire d'accueil et de stationnement et du centre

social du Bargemont.

Le fonctionnement de ces deux équipements étant intimement lié (accueil des voyageurs effectué au centre social, actions d'animation socio-éducatives à destination des voyageurs réalisées par l'équipe du centre social...) ce groupement permettrait de s'assurer d'une cohérence d'interventions notamment sur les missions d'animation et d'accompagnement social confiées au prestataire. De plus, cette mutualisation permettra de réaliser des économies grâce à la mutualisation du personnel mobilisé.

Ce groupement de commandes sera coordonné par la Ville de Martigues pour la durée de la convention, c'est-à-dire 8 ans. Le coordonnateur est chargé de procéder dans le respect de la réglementation en vigueur aux opérations définies dans l'article 3.1. de la convention au nom et pour le compte des membres du groupement.

Les modalités d'exécution du marché sont précisées dans les pièces du marché. Les engagements des membres du groupement de commandes sont détaillés dans l'article 3.2. de la convention

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte constitutif du groupement de commandes pour la gestion et l'animation des aires d'accueil et de stationnement des gens du voyage ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole .

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention de groupement de commandes est prévue pour une durée de 8 ans à compter de la notification à toutes les parties ;
- Que le coordonnateur du groupement de commandes est la Ville de Martigues ;
- Que la commission d'appel d'offres est celle du coordonnateur et qu'elle est désignée pour choisir le titulaire du marché dans le respect des règles de la commande publique.

Emet un avis favorable sur les termes de l'acte constitutif du groupement de commandes pour la

gestion et l'animation de l'aire d'accueil et de stationnement des gens du voyage du Bargemont,

La Métropole autorise le représentant du coordonnateur à lancer et signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

9. Avis n°2021-027-Approbation de la mise en œuvre du dispositif d'autorisation préalable de mise en location des logements privés sur les centres-villes de Martigues et Port-de-Bouc

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans un contexte économique et social particulièrement difficile, les Villes de Martigues et Port-de-Bouc ont fait de la lutte pour l'amélioration des conditions d'habitat un objectif prioritaire, et ce depuis plusieurs décennies. Ainsi, les Villes ont initié ou pris part à plusieurs dispositifs opérationnels en faveur de la réhabilitation du parc privé et social :

Port-de-Bouc :

- Résorption d'îlots d'habitat insalubres (bidonvilles) Quartier Tassy et Quai de la liberté
- Réhabilitation du quartier des Aigues Douces (début 1990')
- Plan de Sauvegarde de la copropriété Les Amarantes (début 2000')
- Dispositif partenarial d'Eradication de l'Habitat Indigne (EHI, 2007)
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Développement Durable (2017-2023)
- Contractualisation du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain prévue fin 2021
- Déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique en 2021.

Martigues :

- Résorption d'un bidonville via une opération de sédentarisation de ménages issus de la communauté tzigane (1995)
- Acquisition-Amélioration de logements diffus en centre-ville via la signature de baux à réhab. avec SOLIHA
- Opération d'amélioration du parc privé « Martigues en couleurs » lancée en 1988
- Dispositif partenarial d'Eradication de l'Habitat Indigne (depuis 2012)
- Dispositif d'aide à l'adaptation des logements en vue du maintien à domicile des seniors
- Contractualisation du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain prévue fin 2021
- Déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique en 2021.

Par délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté sa nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne avec une traduction opérationnelle immédiate.

Parmi les outils nouveaux dont la Métropole souhaite se doter figure le permis de louer.

Le Territoire du Pays de Martigues et les Villes de Martigues et Port-de-Bouc souhaitent, grâce au dispositif du permis de louer, accentuer leur action en direction de l'habitat indigne.

Présentation du dispositif :

Depuis la loi ALUR codifiée aux articles L. 634-1 à L. 635-11 CCH, les EPCI peuvent définir des secteurs géographiques, voire des catégories de logements ou ensembles immobiliers, pour lesquels la mise en location d'un bien par un bailleur est soumise à une autorisation préalable dont les modalités sont explicitées par le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 (CCH : R.634-1 à R.635-4). La loi N°2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN est venue préciser que ce dispositif d'autorisation préalable ne s'applique ni aux logements mis en location par un organisme de logement social, ni aux logements qui bénéficient d'une convention avec l'Etat en application de l'article L. 351-2.

A compter de l'entrée en vigueur du permis de louer, l'autorisation préalable à la mise en location est obligatoire sur le périmètre retenu. Ce dispositif conformément à l'article R. 635-1 du Code de la Construction et de l'Habitation concerne la mise en location ou la relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

L'autorisation préalable, délivrée par Métropole, conditionne la signature de chaque nouveau bail d'habitation.

La demande d'autorisation est déposée par le(s) bailleur(s) ou leur mandataire par formulaire CERFA n°15652*01. Cette demande pourra être adressée par voie électronique. Elle sera accompagnée obligatoirement des diagnostics techniques prévus à l'article 3-3 de la loi du 6 juillet 1989 (notamment, l'état des risques naturels et technologiques ; le diagnostic de performance énergétique ; le constat des risques d'exposition au plomb ; l'état de l'installation intérieure d'électricité et de gaz).

À son dépôt, la demande d'autorisation donne lieu à la remise d'un récépissé mentionné aux articles L112-3, R112-6 du Code des Relations entre le Public et l'Administration. L'autorisation préalable est délivrée expressément dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande, à défaut le silence de l'autorité compétente vaut autorisation tacite.

L'instruction comprend la visite du logement par un technicien dédié.

L'autorisation préalable de louer peut-être refusée ou soumise à condition lorsque le logement ne répond pas aux normes de décence définies par le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 modifié le 1^{er} juillet 2018 ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité. Le cas

échéant la décision est motivée et précise la nature des travaux ou aménagements prescrits pour satisfaire aux exigences de la sécurité et de la salubrité.

L'autorisation préalable ne peut pas être délivrée lorsque l'immeuble dans lequel est situé le logement fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité, de péril ou relatif à l'équipement commun des immeubles collectifs à usage principal d'habitation.

La décision de rejet est transmise à la Caisse d'Allocations Familiales et aux services fiscaux.

Une fois obtenue, l'autorisation expresse doit être jointe au contrat de location à chaque nouvelle location ou relocation.

L'autorisation est valable deux ans suivant sa délivrance si le logement n'a pas été remis en location.

Le transfert de l'autorisation à un nouvel acquéreur s'effectue par l'autorité compétente et la demande d'autorisation devra être renouvelée à chaque nouvelle location.

L'autorisation de louer est inopposable aux autorités publiques chargées d'assurer la police de la salubrité ou de la sécurité des bâtiments, ainsi qu'au droit afférent aux mesures administratives.

L'absence d'autorisation préalable est sans effet sur le bail dont bénéficie le locataire. Le fait de mettre en location un logement sans avoir préalablement déposé la demande d'autorisation, ou en dépit d'une décision de rejet, est sanctionné par une amende variant entre 5 000 euros et 15 000 euros qui tiendra compte de la gravité des manquements.

Le paiement de l'amende est ordonné par le Préfet dans le délai d'un an à compter de la constatation des manquements.

Les demandes d'autorisation préalable pourront être réceptionnées :

- Au guichet Habitat situé à la Maison des Services au Public à Port-de-Bouc
- A la Direction de l'Urbanisme de l'Hôtel de Ville de Martigues
- De façon dématérialisées, via une adresse mail dédiée du Territoire du Pays de Martigues.

La Métropole coordonnera avec les Villes de Martigues et Port-de-Bouc, l'Etat, la Caisse d'Allocations Familiales, parties prenantes du dispositif, le déroulé du dispositif jusqu'à la mise en œuvre des sanctions prévues.

La date d'entrée en vigueur de ce dispositif est fixée au 15 novembre 2021.

Périmètre de mise en œuvre :

A Port-de-Bouc :

Plusieurs scénarii ont été étudiés à partir de l'analyse de données issues du dispositif EHI, de l'expertise des techniciens, de l'observatoire des loyers du parc privé de l'ADIL, des données cadastrales et des analyses menées dans le cadre de l'OPAH.

Le périmètre retenu est composé de six îlots qui comptent 990 logements privés répartis comme suit :

Ilots	Propriétaires Occupants	Locations	Vacants	Total
1	156	149	50	355
2	102	84	23	209
3	59	123	16	198
4	94	34	13	141
5	16	17	6	39
6	39	6	3	48
Total	466	413	111	990

Le périmètre proposé représente plus de 42 % du secteur locatif privé de la Ville.

A Martigues :

Le périmètre retenu en centre-ancien est le même que celui retenu dans le cadre du programme de réhabilitation du dispositif « Martigues en couleurs ». Il héberge 3 687 logements dont 1 918 logements locatifs privés : 413 sur le quartier de Ferrières, 625 sur le quartier de l'Ile et 880 sur le quartier de Jonquières.

Mode de gestion proposé :

Ce dispositif sera porté par la division Habitat du Territoire du Pays de Martigues à titre expérimental pour une durée de 24 mois à compter de son entrée en vigueur.

Les missions de la division seront :

- L'instruction des demandes d'autorisation préalable de louer pour tous les logements situés dans le périmètre du Permis de Louer
- Le suivi des avis, notamment des avis favorables sous réserve de travaux
- La « Gestion du Périmètre du permis de louer » : vérification des obligations des propriétaires sur le périmètre, évolution du périmètre... Outre la gestion des demandes d'autorisation préalable, le dispositif sera à l'initiative sur le repérage des locations consenties sans dépôt de demande d'autorisation de louer. Un travail sera construit avec les services de l'Etat puisque ce sont ces derniers qui seront chargés des poursuites.

Les Villes assureront l'accueil, l'information et l'accompagnement des usagers. Elles réceptionneront les demandes qu'elles transmettront au Territoire pour instruction.

Moyens humains mobilisés :

- Un responsable de projet (0,2 ETP) : mise en place et suivi opérationnel du dispositif
- Une instructrice (0,5 ETP) : accueil des usagers, secrétariat, instruction des dossiers
- 5 agents techniques (1 ETP) : réalisation des diagnostics, des rapports de visite...

Plan de communication :

Les moyens de communication dont disposent la Métropole et les villes seront mis à contribution : magazines municipaux, réseaux sociaux, sites internet, réseau de partenaires, services municipaux...

Par ailleurs du matériel de communication spécifique sera élaboré (plaquette d'information).

Cette communication débutera à partir du moment où la métropole Aix-Marseille-Provence aura délibéré sur la mise en œuvre de ce dispositif. Une campagne de publication sera menée entre la date de publication de la délibération et l'entrée en vigueur du dispositif à savoir, le 15 novembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-366 pour l'accès au Logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 ;
- La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018 ;
- Le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;
- L'arrêté du 27 mars 2017 relatif au formulaire de demande d'autorisation préalable de mise en location de logement et au formulaire de déclaration de transfert de l'autorisation préalable de mise en location de logement ;
- Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a adopté une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne ;
- Que le permis de louer est l'un des outils de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement ;
- Que ce dispositif est instauré à titre expérimental sur le Territoire du Pays de Martigues pour une durée de 24 mois ;
- Que la Ville de Port-de-Bouc a fait part de sa volonté de mettre en place le dispositif du permis de louer sur son territoire communal ;
- Que la Ville de Martigues a fait part de sa volonté de mettre en place le dispositif du permis de louer sur son territoire communal.

Emet un avis favorable sur la décision d'instaurer à titre expérimental pour une durée de 24 mois à compter de l'entrée en vigueur du dispositif, sur les périmètres définis, une autorisation préalable de mise en location ou en relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

Emet un avis favorable sur l'approbation, sur la commune de Port-de-Bouc, du périmètre composé de six îlots. Il héberge 990 logements dont 413 logements locatifs privés : 149 logements sur le quartier de la Lèque « ancienne », 84 logements situés à l'ouest de la ville entre le bord de mer et l'avenue Maurice Thorez, 123 logements situés sur le quartier ancien du « village » autour de la mairie, 34 logements sur le quartier du Tassy, 17 logements situés côté ouest en bordure de canal et 6 logements situés en bordure de la voie ferrée.

Emet un avis favorable sur l'approbation, sur la commune de Martigues, du périmètre en centre-ancien qui est le même que celui retenu dans le cadre du programme de réhabilitation du dispositif « Martigues en couleurs ». Il héberge 3 687 logements dont 1 918 logements locatifs privés : 413 sur le quartier de Ferrières, 625 sur le quartier de l'Ile et 880 sur le quartier de Jonquières.

Emet un avis favorable sur l'entrée en vigueur du dispositif fixée au 15 novembre 2021. Les demandes d'autorisation préalable à la mise en location ou relocation seront déposées à la Maison des Services au Public de la Ville de Port, à la Direction de l'Urbanisme de la Ville de Martigues ou par voie électronique à l'adresse mail dédiée du Territoire du Pays de Martigues.

Emet un avis favorable sur la mise en œuvre de toutes les démarches nécessaires pour la mise en place de ce régime et notamment tous les actes avec la Métropole, les communes volontaires et les partenaires pour assurer la mise en place de ce dispositif.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

10. Avis n°2021-028-Attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2021. Approbation d'un avenant

Rapporteur : Mme Linda BOUCHICHA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, l'association Transport Mobilité Solidarité (T.M.S) a notamment pour objectif, grâce à l'action « plateforme mobilité », de faciliter la mobilité des personnes en démarche d'insertion

socioprofessionnelle. Cette action permet ainsi de lutter contre l'isolement rural, de faciliter l'accès à des actions de proximité en permettant d'accomplir des démarches administratives, lié à la santé et d'assurer l'accès et le maintien à l'emploi et à la formation.

Ainsi, par délibérations n° EMP 004-7313/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019, n°71/20 du Conseil de Territoire du Pays salonais du 15 octobre 2020 et n° 16/20 du Conseil de territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020, la Métropole a attribué à l'association pour 2020 une subvention totale d'un montant de 184 388,30 € dont 85 608,12 € sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association. Ces subventions ont contribué au fonctionnement global de l'association et à l'action « plateforme mobilité ».

L'association envisage, pour 2021, de poursuivre ces objectifs, d'une part, le développement de l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes, et d'autre part, la poursuite de l'action « Plateforme mobilité ». Elle sollicite, par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre dudit exercice.

Ainsi, par délibération n° CHL 004-18/02/21 BM du Bureau de la Métropole du 18 février 2021, la Métropole a attribué à l'association pour l'année 2021 une subvention d'un montant total de 147 642,35€ dont 87 642,35 € sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association. (Dossier Astre n°2021_00517 : Conseil de Territoire du Pays Salonais et dossier Astre n° 2021_ 00518 : Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence).

- Après instruction de la demande (Dossier Astre n° 2021_00518 : Conseil de Territoire du Pays de Martigues et dossier Astre n°2021_00516 – DGA Mobilité), il est proposé d'attribuer à l'association Transport Mobilité Solidarité une subvention globale de 30 000€, répartie comme suit :
- une subvention d'un montant de 10 000 € au titre de l'action « Plateforme mobilité » sur l'Etat Spécial du territoire du Pays de Martigues ;
- une subvention de 20 000 € au titre du fonctionnement général pour le soutien de l'association au vu de ses actions en faveur de la mobilité, sur le Budget annexe Transport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération n° EMP 004-7313/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant attribution d'une subvention d'un montant de 135 608,12 € à l'association T.M.S au titre de l'exercice 2020 ;
- La délibération n° 71/20 du Conseil de Territoire du Pays salonais du 15 octobre 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 45 000 € à l'association T.M.S au titre de l'exercice 2020 ;
- La délibération n° 16/20 du Conseil de territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 3 780,18 € à l'association T.M.S au titre de l'exercice 2020 ;
- La délibération n° CHL 004-18/02/21 BM du Bureau de la Métropole portant attribution d'une subvention d'un montant de à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2021.
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association T.M.S. souhaite poursuivre ses objectifs, notamment l'action « plateforme mobilité » ;
- Qu'elle sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2021 ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Emet un avis favorable sur l'approbation de l'attribution pour 2021 d'une subvention d'un montant global de 30 000 € à l'association Transport Mobilité Solidarité, répartie comme suit :

- une subvention d'un montant de 10 000 € au titre de l'action « Plateforme mobilité » sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues ;
- une subvention de 20 000 € au titre du fonctionnement général pour le soutien de l'association au vu de ses actions en faveur de la mobilité, sur le Budget annexe Transport.

Emet un avis favorable sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention approuvée par la délibération N° CHL 004-18/02/21 BM du Bureau de la Métropole du 18 février 2021 relatif à l'octroi d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité.

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- au Budget de l'Etat Spécial 2021 du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique E210, nature 65 748 – Fonction 65 pour un montant de 10 000 €.
- Au Budget annexe Transports 2021 Nature 6281 – Sous-politique C210 – 4DITRT pour un montant de 20 000 €.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité

11. Avis n°2021-029-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « protection et valorisation des espaces naturels » pour le Territoire du Pays de Martigues

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération « protection et valorisation des espaces naturels » porte sur les aménagements et les travaux qui doivent être réalisés sur les espaces naturels patrimoniaux dont la gestion est déléguée au Territoire du Pays de Martigues :

- La gestion de la réserve naturelle régionale du « Pourra, domaine du Ranquet » située sur les communes de Port-de-Bouc et de Saint-Mitre-les-Remparts
- La gestion du périmètre de protection de biotope de Bonnieu située sur la commune de Martigues

Ainsi en 2021, il est prévu d'attribuer une participation financière au Conservatoire du Littoral pour les travaux de sécurisation des apports en eau douce de l'étang du Pourra.

Les aménagements et travaux pour les années suivantes seront définis au regard des priorités inscrites aux plans de gestion, en cours d'élaboration.

Programme 23 Agriculture, forêts et paysages : Protection et valorisation des espaces naturels

Montant de l'opération: 200 000 euros T.T.C.

CP 2021 : 64 000 euros T.T.C.

CP 2022 et suivants : 136 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement « protection et valorisation des espaces naturels » du territoire du Pays de Martigues
- Qu'il sera nécessaire à l'exercice budgétaire concerné d'inscrire les crédits de paiement y afférents,

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « protection et valorisation des espaces naturels » du Territoire du Pays de Martigues.

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire Pays de Martigues 2021 et suivants de la Métropole.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

12. Avis n°2021-030-Attribution d'une subvention d'investissement au Conservatoire du Littoral pour le projet de sécurisation des apports en eau douce de l'Etang du Pourra sur les communes de Port-de-Bouc et de Saint-Mitre-les-Remparts - Approbation d'une convention

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conservatoire du littoral en accord avec les communes de Port-de-Bouc, de Saint-Mitre-les-Remparts et le territoire du Pays de Martigues a proposé une opération de sécurisation des apports en eau douce de l'Etang du Pourra

Cet étang, propriété du conservatoire du Littoral géré depuis 2010 par le territoire du Pays de Martigues, est situé sur les communes de Port-de-Bouc et de Saint-Mitre-les-Remparts, L'Etang du Pourra, compris dans le site Natura 2000 « Région des étangs de Saint Blaise » et dans le site classé « les étangs de Saint Blaise et la forêt de Castillon » depuis le 28/02/2020 constitue un patrimoine naturel riche en biodiversité.

L'Etang du Pourra a subi des asecs en 2017 et 2018 suite une importante sécheresse conjuguée à la défection du réseau d'apports d'eau depuis le canal de Rassuen. L'ensemble de l'écosystème a été durablement affecté par cette situation.

Son alimentation en eau douce s'effectue à 70 % par la pluie et le ruissellement d'eau par le bassin versant et à 30% par la conduite de la galerie

Charleval alimentée par le canal de Rassuen dont le surplus d'eau est rejeté dans le Golfe de Fos.

Ainsi, il s'agit de sécuriser les apports depuis la conduite de la galerie Charleval pour maintenir un niveau d'eau douce minimum dans l'étang en créant une prise d'eau directe sur le canal de Rassuen et en remplaçant la canalisation dans la galerie Charleval d'une longueur de 650 m.

Le coût total du projet s'élevant à 255 924 euros TTC. Le Conservatoire du littoral a sollicité l'octroi de subventions auprès des personnes publiques conformément au plan prévisionnel de financement suivant :

Métropole Aix-Marseille-Provence	63 840 euros
Fonds propres CDL	63 842 euros
Agence de l'eau	58 242 euros
Conseil Départemental 13	70 000 euros

Il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution au Conservatoire du littoral d'une subvention d'investissement de 63 840 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention tripartite 2018-2022 du 17 avril 2018 pour la gestion et la mise en valeur des propriétés du Conservatoire du Littoral dans le Département des Bouches-du-Rhône
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de sécurisation des apports d'eau douce de l'Etang du Pourra constitue un enjeu majeur de maintien de la biodiversité et de la qualité paysagère des lieux ;
- Que l'absence d'eau dans l'Etang du Pourra crée pour les habitations alentours de fortes nuisances relatives à l'envol de sable et aux errances des animaux sauvages en recherche d'eau et de nourriture ;
- Que le projet est partagé par d'autres financeurs ;

Emet un avis favorable sur l'approbation d'une subvention d'investissement au Conservatoire du Littoral d'un montant de 63 840 euros.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention relative aux modalités d'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 63 840 euros au Conservatoire du Littoral

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire Pays de Martigues, AP 23 Programme Agriculture, forêts et paysages : Protection et valorisation des espaces naturels.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Informations

Informations diverses du Président du Conseil de Territoire aux conseillers territoriaux

Informations de la Métropole

Rapports inscrits à l'ordre du jour du Bureau et Conseil du 15 Avril 2021 pour information

Approbation du protocole avec le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône relatif au renforcement de la sécurisation des réseaux de transports en commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Candidature à l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Ligne de Bus à Haut Niveau de Service Martigues - Port de Bouc "

Approbation de modifications tarifaires sur les réseaux de transports collectifs en vue d'une harmonisation progressive de la gamme tarifaire métropolitaine
